



Chili : Il était une fois, le 11 septembre ... 1973

Les événements du 9/11 ont masqué l'un des plus graves crimes contre la démocratie au 20^{ème} siècle.

Par [Benedikt Arden](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2015

[rebellium.info](#) 11 septembre 2014

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Histoire, société et culture](#)

Comme chaque onze septembre, le marronnier états-unien sur le terrorisme international s'enclenche, histoire de ne pas oublier que les restrictions liberticides du *Patriot Act* (qui nous touche aussi) sont faites pour notre bien et que *Big Brother* veille sur nous...

Même si rien n'est moins efficace pour le bien et la sécurité du monde que ces croisades étasuniennes au Moyen-Orient, au nom de cette fameuse « démocratie » dont les tours du World Trade Center étaient les symboles (\$), il est impossible de ne pas entendre dire quelque part à quel point nous sommes tous en danger ! Danger toujours imminent et accompagné de cette fameuse alerte (toujours plus ou moins au rouge) rappelant les codes de la météo. Ce danger perpétuel, quoique démesurément moins meurtrier que les « sympathiques » bombardements humanitaires destinés à instaurer le régime néolibéral... euh... démocratie je voulais dire ! Partout où il y a du pétrole et des positions géopolitiques stratégiques, ne sera jamais assez utile à entretenir. Et tel un feu, qui nous garde de l'obscurité islamiste, il nous sera rabattu année après année pour que jamais nous ne manquions d'éviter avec zèle les questions fondamentales qui feraient de nous des citoyens moins crédules.

Enfin, trêve d'ironie. Les événements du onze septembre 2001 sont un sujet, depuis plusieurs années, fort bien traité par toutes sortes d'experts et même si tout n'a probablement pas encore été dit à ce sujet, là ne sera pas mon propos. Il va sans dire que si les événements du 9/11 ont apporté maintes souffrances à la population étasunienne, ils ont aussi participé à masquer l'un des plus graves crimes contre la démocratie qu'a connu le 20^e siècle et je ne parle même pas des guerres en Irak ou en Afghanistan, mais bien celui du 11 septembre 1973 au Chili. Cette date, qui contrairement à d'autres n'est jamais commémorée par nos médias grand public, se doit d'être inlassablement rappelée et ne doit jamais être oubliée pour que la « démocratisante » propagande étasunienne soit mise en réelle perspective.



Mais que s'est-il passé au juste le 11 septembre 1973 ? Bien, simplement un coup d'État sanglant que perpétrèrent Augusto Pinochet et ses sbires sous sponsoring de la CIA et l'assassinat du président démocratiquement élu : Salvador Allende.

Pour ceux qui ne connaissent pas très bien les circonstances de la mort de ce président martyr, il serait peut-être bien de remettre un peu les choses en contexte avant de continuer. Pour ce faire, nous devons remonter jusqu'à la fameuse « Doctrine Monroe » du 2 décembre 1823 qui stipulait en gros les principes suivants :

1. Le premier affirme que le continent américain doit désormais être considéré comme fermé à toute tentative ultérieure de colonisation de la part de puissances européennes.
2. Le second qui en découle est que toute intervention d'une puissance européenne sur le continent américain serait considérée comme une manifestation inamicale à l'égard des États-Unis.
3. Et le troisième, en contrepartie, toute intervention américaine dans les affaires européennes serait exclue.

À première vue, ces principes semblent être simplement une doctrine de souveraineté face aux États d'Europe, qui étaient aussi des empires coloniaux très puissants à l'époque. Là où le bât blesse est que cette doctrine englobe non pas uniquement les États-Unis, mais bien l'ensemble du continent américain (exception faite de l'Amérique du Nord britannique, le futur Canada, inféodé aux Anglais) si vous avez bien lu le premier point. Les États-Unis ont été à ce point de vue très actif et ont participé assez étroitement à la création des nouveaux États sud-américains issus de la déroute de l'empire colonial espagnol. Mais détrompez-vous, ceci n'avait rien de philanthropique, car ces nouveaux pays devenaient de facto des pays sous influence étasunienne, autant au niveau des structures politiques (des républiques) qu'économiques (économie libérale). Il ne fallut pas attendre bien longtemps pour que les peuples latino-américains comprennent que la liberté que les États-Unis leur offraient n'était que de façade. Les Cubains l'ont appris de manière fort cruelle, ayant vu leur révolution d'indépendance de 1895 se transformer presque aussitôt en un protectorat étasunien. Et ce fut le cas pour pratiquement tous les autres peuples « libérés » d'Amérique subétasunienne, qui un jour ou l'autre finirent par comprendre que la doctrine Monroe avait plus à voir avec une doctrine impérialiste qu'isolationniste.

La suite ne se fit pas attendre et le réveil de l'Amérique latine débuta très tôt au cours du 20e siècle. Et ceci, avec une grande quantité et variété de types de rébellion. Ces rébellions ont passé de la révolution du type classique (révolution mexicaine de 1910 par exemple) à la guérilla forestière « foquiste » ou « guévariste » (révolution cubaine, bolivarienne et guerre encore actuelle en Colombie), en passant par les révolutions politiques nationalistes-révolutionnaires (MRN en Bolivie, le courant indianiste et le péronisme en Argentine), sans

oublier les rébellions de type marxiste-léniniste au Nicaragua (FSLN) et au Salvador (FMLN), etc. Cet élan socialiste révolutionnaire fondamentalement indépendantiste fut combattu par la guerre contre-révolutionnaire dont les États-Unis se vanteront bien vite d'être les maîtres, au nom bien sûr de la préservation des peuples et de leurs institutions. Mais quand la révolution est issue du suffrage universel et des institutions elles-mêmes ? Dans ce cas, il devient bien difficile de maintenir une propagande pseudo démocratique. Et c'est dans ces moments que le vrai visage de l'Oncle Sam apparaît vraiment. Notez que les dictateurs d'extrême droite procapistes comme Batista, Duvalier ou Pinochet ne furent jamais vraiment combattus (contrairement aux expériences socialistes), malgré les généreux principes démocratiques dont les États-Unis se targuent orgueilleusement d'être les représentants. Mais là je prends un peu trop d'avance, alors revenons un peu en arrière.

Le Chili est une république indépendante depuis 1826 (soit trois ans après la doctrine Monroe) qui connut une histoire assez comparable à plusieurs pays européens. Comme à peu près tous les pays avoisinants, au début du 20e siècle, le Chili connaissait son lot de problèmes économiques en plus de devoir supporter une oligarchie économique très coriace issue de l'époque de la république parlementaire (1891 à 1925). Le Chili d'avant Allende, quoique n'étant pas le pays le plus pauvre du continent, restait tout de même un pays aux lourdes inégalités économiques. Ce qui devait ouvrir la voie à un fort mouvement socialiste et communiste.

Le mouvement socialiste au Chili existait déjà depuis bien longtemps (milieu du 19e siècle) quand le Parti Socialiste du Chili (PSC) fut fondé. Fort de la crise économique de 1929 et de l'éphémère « République Socialiste du Chili » de 1932, celui-ci fut composé de plusieurs mouvements de gauche et fit son petit bout de chemin ainsi. Quelques années plus tard (1937), le PSC s'allia au Parti Communiste ainsi qu'à divers partis de centre gauche pour former autour du Parti Radical un « Front Populaire » calqué sur ceux que connaissait l'Europe dans ces années. La tactique fonctionna à merveille et cette coalition (rebaptisée « Alliance Démocratique » en 1942) sut s'imposer sur l'arène politique chilienne jusqu'en 1952.

Médecin de formation, Salvador Allende était l'un des membres fondateurs du PSC et eut une ascension très rapide au sein du parti. Il fut même nommé ministre de la Santé dans le gouvernement Aguirre Cerda (front populaire) en 1939. Il occupa aussi plusieurs autres postes de parlementaire pendant cette période. Ces postes lui ouvrirent la voie vers de plus hautes fonctions dans le PSC et il en deviendra même le secrétaire général en 1943. Après la Deuxième Guerre mondiale, le Parti Radical prit un virage plus à droite et la coalition sociale-démocrate fut privilégiée, faute de compromis.

À la suite de cette fin d'alliance, le PSC (allié au PC, sous le nom de FRENAP) connut un net recul aux élections présidentielles de 1952 (5,2 %). Recul essentiellement dû au populisme social du candidat vainqueur Carlos Ibáñez del Campo. À la suite de cet échec, le PSC prit l'initiative de créer une nouvelle coalition élargie : le Front d'action Populaire (FRAP). Malgré la défaite, la tactique fut couronnée de succès et fit un score honorable de 28,5% à l'élection présidentielle de 1958. Parallèlement à la montée du FRAP, les tensions exacerbées entre les blocs de l'Est et de l'Ouest dans cette première moitié des années soixante rendirent plus pressant le besoin de stopper l'ascension du socialisme d'Allende en vue des nouvelles élections de 1964. Surtout que depuis la révolution cubaine, les oligopoles liés aux États-Unis commençaient vraiment à se sentir menacés par cette poussée générale du socialisme en Amérique latine. C'est donc dans ce contexte que la droite décida de faire alliance avec les démocrates-chrétiens (3e place aux dernières élections) afin de ravir les

éléments modérés de l'électorat du FRAP. Le pari fut tenu, mais à quel prix, car le FRAP ne perdit que de très peu avec son score de 38,6%. Il n'avait peut-être pas gagné l'élection, mais face à une coalition massivement appuyée financièrement par les États-Unis et qui pesait près des 2/3 des votants lors des élections de 1958, la victoire n'avait rien de bien éclatant. Le pays était donc à toute fin pratique à la veille d'une victoire d'Allende, ce qui ne pouvait être en aucun cas toléré.

Les élections de 1964 mirent donc au pouvoir Eduardo Frei Montalva, représentant de la démocratie chrétienne. Avec son slogan « *la révolution dans la liberté* », il se voulait le représentant du centre gauche réformiste. De ce point de vue, il se devait donc d'être à la hauteur des attentes qui ont fait battre le FRAP et comme il arrive à peu près toujours qu'une coalition trop large ne puisse satisfaire que très peu de ses membres, car en même temps trop à gauche et trop à droite, elle ne pouvait inmanquablement qu'échouer. Cette situation étant déjà très grave pour la droite, les oligopoles chiliens et les intérêts étasuniens, et ceci malgré tous les compromis qu'ils purent faire en termes de social-démocratie, ceux-ci se devaient en plus d'affronter la création d'une nouvelle coalition, encore plus large, soit l'« *Unidad Popular* » (UP). Il s'agissait en fait d'une coalition de coalitions entre le FRAP, les éléments dissidents de la démocratie chrétienne (le MAPU - mouvement d'action populaire) ainsi que des groupes plus modérés, comme l'action populaire indépendante (API), le tout soutenu (sur le terrain extra parlementaire) par l'extrême gauche marxiste-léniniste du MIR (mouvement de gauche révolutionnaire). Cet ultime mouvement de gauche n'était malgré tout pas encore certain de gagner, car eux aussi se devaient de faire face à une très large coalition de droite, appelée « *Parti National* ». Et dirigé par l'ex-président Jorge Alessandri Rodriguez encore très populaire. Le Parti National, fort de la montée générale de la droite (générée par l'échec des politiques centristes) et de son soutien par les États-Unis, se sentait fin prêt pour le pouvoir. La surprise fut de taille, au jour de ce fameux 4 septembre 1970, quand l'on connut les résultats. Un score très décevant pour la droite (35,3%) ainsi qu'un score étonnamment élevé pour la démocratie chrétienne (28,1%). L'UP de son côté connut un score assez stable, mais tout de même plus faible qu'en 1964, avec 36,6%. C'est ironiquement cette différence qui emmena Allende aux affaires de l'État et non pas la montée stricte de la gauche dans l'opinion chilienne. Donc, bien que décevant, le résultat était quand même là pour confirmer la victoire.

Ces éléments de hasard de la démocratie et qui donnent bien souvent l'avantage aux forces conservatrices étaient cette fois inacceptables pour les oligarques chiliens et les intérêts étasuniens qui en découlent. Alors, comme le peuple avait mal voté, les forces de la droite, avec l'aide de la CIA, mirent en place deux plans afin de rejouer les cartes. Le premier fut une astuce électorale^[1] qui obligerait une nouvelle élection présidentielle, où la droite se rallierait à la démocratie chrétienne comme en 1964. Celui-ci ne fonctionna pas, car l'UP et les DC avaient un accord secret de soutien pour éviter l'usage de cette manœuvre malhonnête. La seconde tactique, beaucoup plus brutale, était l'organisation d'un putsch sous couvert d'instabilité politique préalablement mise en place. Le plan, même si officiellement abandonné par la CIA, fut tout de même malhabilement tenté par le général Roberto Viaux et, en plus de provoquer la mort du commandant loyaliste René Schneider, ne fonctionna pas le moins du monde.

Après que l'élection fut pleinement réalisée, et plus ou moins acceptée par tous, le projet de société socialiste de Salvador Allende pouvait enfin débiter. Celui-ci consistait d'abord en la nationalisation des éléments clefs de l'économie du pays (c'est-à-dire le cuivre, l'industrie

agroalimentaire, la compagnie aérienne nationale et l'industrie sylvicultrice). Ensuite, il fallait accélérer les réformes agraires, geler les prix des produits de grande consommation, augmenter les salaires de 40 à 60 % de tous les travailleurs, établir une nouvelle constitution et mettre en place une seule chambre représentant le peuple. Ces réformes allaient bon train et malgré l'affrontement politique avec les partis de l'opposition (les DC ont fait un virage à droite entre-temps) le tout était strictement en règle avec la constitution chilienne.

Plus les réformes avançaient, plus les États-Unis et l'opposition étaient inquiets de l'évolution, ou plutôt de la continuité d'Allende (beaucoup mirent de grands espoirs sur la potentielle compromission d'Allende envers ses électeurs), sans compter que celui-ci se rapprochait de plus en plus de Fidel Castro et de Cuba. Parallèlement à cela, la situation politique se radicalisait de manière fulgurante dans la rue, avec une augmentation d'actes terroristes. Ceux-ci étaient souvent liés à des groupes comme le MIR, mais aussi à des groupes d'extrême droite, comme « *patria y libertad* ». En plus de cette tension dans la rue, il fallait gérer une grande quantité d'autres problèmes d'ordre économique-social bien souvent orchestrés de l'extérieur par vous savez qui. Au sein même de la coalition, les tensions étaient déjà palpables entre les éléments centristes et socialistes, mais l'assassinat d'Edmundo Perez Zujovic (DC), le 8 juin 1971, par des activistes d'extrême gauche, provoque un schisme qui renforcera grandement leur opposition. Cet événement amplifia grandement le gouffre entre l'opposition et les allendistes dans un pays qui a pourtant grandement besoin de stabilité pour mettre en place ce type de réformes. Autrement, les avancées sociales seraient anéanties par l'inflation (ce qui est effectivement survenu par la suite). La situation économique et politique dégénéra vraiment à partir de ce moment et la radicalisation des deux côtés empirera jusqu'à devenir irrécupérable.

Lors des élections législatives de 1973 (mi-mandat), la polarisation est à son zénith et toute la campagne de l'opposition est fixée sur le renversement d'Allende. Encore une fois, les moyens électoraux pour démettre Allende échouent et, peu de temps plus tard, une nouvelle tentative de putsch est évitée de justesse. Conscient de la crise qui traversait le pays, Allende voulut tenter un plébiscite afin d'apaiser les esprits en assoyant sa légitimité populaire. Mais celui-ci ne put arriver à ses fins, car, au lendemain des délibérations qui devaient apporter un semblant de consensus au sein de son propre parti (sur le projet d'apaisement de classes lié au plébiscite), le nouveau commandant en chef de l'armée prit la tête d'un nouveau putsch organisé par les commandants de la Marine et des Forces aériennes.

La suite est assez connue : aussitôt mis au fait du coup d'État, Salvador Allende refusa l'exil et prit publiquement la parole et dit entre autres : « *Enfermé en un moment historique, je paierai de ma vie la loyauté du peuple. Et je vous dis que j'ai la certitude que la semence que nous avons plantée dans la digne conscience de milliers et milliers de Chiliens ne pourra être flétrie éternellement.*

Travailleurs de ma Patrie ! J'ai confiance en le Chili et son destin. D'autres hommes vaincront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. Vous savez toujours que, bien plus tôt qu'attendu, s'ouvriront à nouveau les grandes allées par où passe l'homme libre pour construire un monde meilleur. »



Peu de temps après ce discours héroïquement sobre pour la situation, Allende fut retrouvé, l'arme toujours à la main, une balle au visage. Celui-ci, contrairement à bien des hommes politiques, n'a jamais fui et a affronté son destin en face jusqu'à la fin. Il incarna jusqu'au bout ses convictions et su garder la tête haute face à cet empire si puissant. Empire qui ne tolérait pas que l'on essaie de le priver de sa mainmise sur l'économie. Même si, à cette époque au Chili, il était pratiquement surhumain de faire vivre une révolution sociale par la voie démocratique (social-démocratie), Salvador Allende, par sa croyance sincère envers les promesses républicaines, releva tout de même le défi et aurait vraisemblablement réussi si la démocratie n'avait pas été qu'un mot creux de propagande pour ceux qui se prétendent ses défenseurs.

Retenons les leçons de l'histoire et sachons que lorsqu'on se bat contre la tyrannie, il est plus sage de ne s'attendre à aucune moralité ou faiblesse de sa part. Maintenant, plus de 41 ans plus tard, il est important d'honorer, certes, le souvenir des grands hommes et des grandes causes du monde, mais comme certains l'ont déjà si éloquemment dit : « *pour toutes les victimes de l'oppression, pas une minute de silence, mais toute une vie de lutte !* »

Benedikt Arden

[1] Cette astuce électorale est appelée *Track One* (aussi connu sous le nom de « gambito Frei ») et a pour objectif de faire élire Alessandri par le Congrès. Une fois élu, ce dernier renoncerait à sa charge et de nouvelles élections où la droite soutiendrait alors Eduardo Frei seraient organisées.

La source originale de cet article est rebellium.info
Copyright © [Benedikt Arden, rebellium.info](http://rebellium.info), 2015

Articles Par : **[Benedikt Arden](http://rebellium.info)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca